

COMMUNIQUE DE PRESSE

3 février 2026

LE DEPISTAGE RADIOLOGIQUE DU CANCER FRAGILISE PAR LE CONTEXTE ECONOMIQUE DU SECTEUR

Paris, le 3 février 2026.

Le dépistage du cancer du sein est l'action la plus aboutie de la politique du dépistage en France. Chaque année, près de 2,5 millions de femmes bénéficient d'une mammographie. Dans 99 % des cas, les patientes ressortent rassurées. Sinon, pour le 1% restant, l'examen permet un diagnostic précoce, condition essentielle pour une prise en charge plus rapide, des traitements moins lourds et de meilleures chances de guérison.

Au-delà du dépistage, **la radiologie intervient également à un stade clé de la prise en charge avec un diagnostic certain**. En 2014, on comptait environ 9.500 biopsies chirurgicales mammaires par an. En 2023, ce chiffre est tombé à moins de 150 actes, au profit de plus de 25.000 macro-biopsies ambulatoires réalisées par les médecins radiologues. Cette évolution permet d'éviter hospitalisations, actes invasifs et séjours de plusieurs jours, pour un coût largement inférieur. Le gain pour l'Assurance maladie se chiffre en millions d'euros d'économies.

Le modèle du dépistage du cancer du sein fragilisé

Pourtant, malgré ces bénéfices médicaux et économiques documentés, le modèle du dépistage du cancer du sein **est fragilisé par un décrochage croissant** entre son utilité et les conditions économiques de sa mise en œuvre.

En 2004, la cotation d'une mammographie était de 66,42 euros. En 2026, elle est toujours de 66,42 euros. Dans le même temps, le coût des équipements a explosé. Un mammographe coûtait environ 80.000 euros au début des années 2000 ; il coûte aujourd'hui autour de 250.000 euros. Les charges de fonctionnement ont suivi la même trajectoire : hausse marquée des salaires et du coût de l'énergie, exigences accrues en matière de maintenance, d'informatique et de cybersécurité.

Des coûts en augmentation de 80%

En pratique, le coût global d'exploitation d'un plateau de mammographie a augmenté de 70 à 90 % en un peu plus de vingt ans, alors que la rémunération de l'acte est restée stable.

Ce décrochage économique fait peser **un risque réel sur la santé des patientes**. Il limite en effet les investissements, ralentit le renouvellement des équipements et fragilise l'offre de proximité.

Cette situation se pose avec une acuité encore **plus forte pour le cancer du poumon**, qui tue chaque année 33.000 patients et dont **la FNMR réclame depuis longtemps** le dépistage organisé sur le modèle de celui du cancer du sein.

90% des radiologues estiment difficile de renouveler leur équipement

De nombreuses études internationales démontrent **qu'un diagnostic précoce réduit significativement la mortalité liée au cancer du poumon**. Or, ce dépistage repose

exclusivement sur les scanners, dont l'acquisition sera compromise les prochaines années par la situation économique actuelle des cabinets d'imagerie. Une récente enquête interne réalisée par la FNMR montre que 90% des médecins radiologues anticipent des difficultés majeures de renouvellement des scanners et des IRM dans les prochaines années, faute de moyens.

Dans ce contexte, **les délais d'accès à l'imagerie continuent de s'allonger**. La France dispose d'environ 27 scanners par million d'habitants, contre 32 en moyenne dans les pays comparables. Les délais d'attente pour un scanner ou une IRM sont en moyenne supérieurs à un mois. Des délais médicalement préoccupants lorsqu'il s'agit de suspicion de cancer.

« Il est incohérent d'exiger des radiologues qu'ils contribuent à une détection plus précoce des cancers, à la réduction des hospitalisations et à la réalisation d'économies substantielles, alors que les tarifs sont inchangés depuis vingt ans, et que leurs charges connaissent une hausse continue. Une telle contradiction fait peser une menace directe sur la prévention au bénéfice des patients », souligne Jean-Philippe Masson, président de la FNMR.

Le Dr Jean-Philippe MASSON, Président de la FNMR, se tient à votre disposition pour répondre à vos questions.

Contact presse : info@fnmr.org 01.53.59.34.07.

À propos de la FNMR - La Fédération Nationale des Médecins Radiologues (FNMR) représente plus de 4 000 radiologues libéraux (30 000 collaborateurs), au cœur d'un réseau de 7 776 médecins dans toute la France.

Les radiologues assurent chaque année près de 80 millions d'actes (radiographie, échographie, scanner, IRM, imagerie interventionnelle), jouant un rôle central dans la chaîne de soins : diagnostic, dépistage, thérapeutique et suivi.

Grâce à leur expertise et à leurs investissements constants, les cabinets d'imagerie garantissent un accès rapide et de qualité à une médecine moderne et innovante.

FEDERATION NATIONALE DES MEDECINS RADILOGUES - 168 A rue de Grenelle – 75007 PARIS